

Die verkannten Kosten der Strafjustiz in der Schweiz 1990 - 2021

Les coûts méconnus de la justice pénale en Suisse 1990 - 2021

Christophe Koller
Daniel Fink

Journées SAK / GSC, Interlaken 06-08.03.2024

«Méconnu»?.... des chercheurs... mais pas de la politique Etat svelte: sujet récurrent des politiques publiques depuis 30 ans!

ACCUEIL > SUISSE

Les dépenses pour la police et la justice ont augmenté plus fortement que les autres

En 2000 et 2001, les sommes consacrées à la sécurité par la Confédération, les cantons et les communes ont progressé de 4,4% et 5,2% en moyenne, soit nettement plus que l'ensemble des autres dépenses. economiesuisse sort un «carton rouge».

Yves Petignat

14.3141

POSTULAT

Volkswirtschaftliche Kosten der Kriminalität in der Schweiz

Eingereicht von:



GLANZMANN-HUNKELER IDA

Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP.
Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz

Einreichungsdatum:

19.03.2014

Eingereicht im:

Nationalrat

Stand der Beratungen:

Erledigt

La justice genevoise réclame davantage de moyens

Le procureur général présentera un budget plus élevé que celui voulu par le Conseil d'Etat.

Emmanuelle Michel

Publié le 07 avril 2004 à 02:10.



LE MONDE *diplomatique*



NUMÉRO DU MOIS

ARCHIVES

CARTES

AUDIO

MANIÈRE DE VOIR

HORS-SÉRIES

BLOGS

À PROPOS

> Mai 2021, pages 1, 22 et 23



1 traduction

INFLATION DE RÉFORMES, CARENCE DE MOYENS

Une justice au bord de l'implosion

Tandis que le garde des sceaux Éric Dupond-Moretti, en conflit avec les personnels de justice, inscrit ses réflexions d'ancien avocat pénaliste dans un projet de loi hétéroclite, la France consacre toujours aussi peu d'argent à sa justice. Magistrats, greffiers et agents administratifs subissent une pénurie ancienne qui les use et un empilement de réformes, sans vision globale, qu'ils n'absorbent plus.

PAR JEAN-MICHEL DUMAY

APERÇU



La justice en chiffres

Plan

1. Problématique et questions
2. Méthodes et sources
- 3. Résultats**
 - 3.1 Suisse en comparaison internationale
 - 3.2 Zoom par fonction et par canton
4. Conclusion et discussion

1. Problématique et questions

- **Périmètre:** coûts financiers **par les dépenses** publiques, limitées à la «justice pénale»: activités policières jusqu'aux condamnations
- **Recherches & analyse:** **thème peu / pas étudié en Suisse**, tant par les dépenses que par les recettes
- **Condition bonne justice** (CEPEJ) => **coûts**, dont salaires des magistrats, garant d'indépendance; + aide judiciaire garantissant accès
- **Fédéralisme...:** domaine de **compétence cantonale**
- **Choix des sources et indicateurs** permettant d'estimer les coûts:
 - en personnel, - en investissements, - en mesures / procédures...
- **Approche exploratoire**, premiers résultats

Coût de la justice pénale... «chaîne pénale»?

La part du pénal est difficile à évaluer, car elle comprend :

a. La poursuite pénale commence par la sécurité:

- coûts de la police, y.c PJ: idée que les enquêtes ouvertes par PJ débouchent sur procédures pénales
- coûts des ministères publics (MP)

b. L'autorité de jugement:

- coûts des procédures pénales devant les tribunaux

c. L'exécution des sanctions:

- coûts de l'exécution des peines et des mesures (y.c. la détention provisoire jusqu'à la fin de la période probatoire)

NB. Sans doute faudrait-il mentionner aussi les rentrées engendrées par les procédures pénales tels que:

- somme encaissée par les peines pécuniaires prononcées (s.s.) et les amendes
- somme encaissée par des confiscations et dévolues à l'Etat, le remboursement des frais de justice

2. Méthodes et sources

Périmètre et couverture temporelle

- **Dépenses publiques cantonales + communales**; confédération exclue (sans police fédérale, douanes, MPC).
- Certains cantons: **décentralisation** importante des activités policières au niveau des communes (ZH).
- 1990-2021: LT - > TREND

Sources

- **AFF**: comptes financiers.... «modèle comptable harmonisé des cantons et des communes» (**MCH 2**) assurant la comparabilité entre les cantons
- CoE **CEPEJ**; ESEHA - ECEJ / KEEJ

Sélection des fonctions

« chaîne pénales » : **police**, **justice** et **exécution des sanctions pénales**.

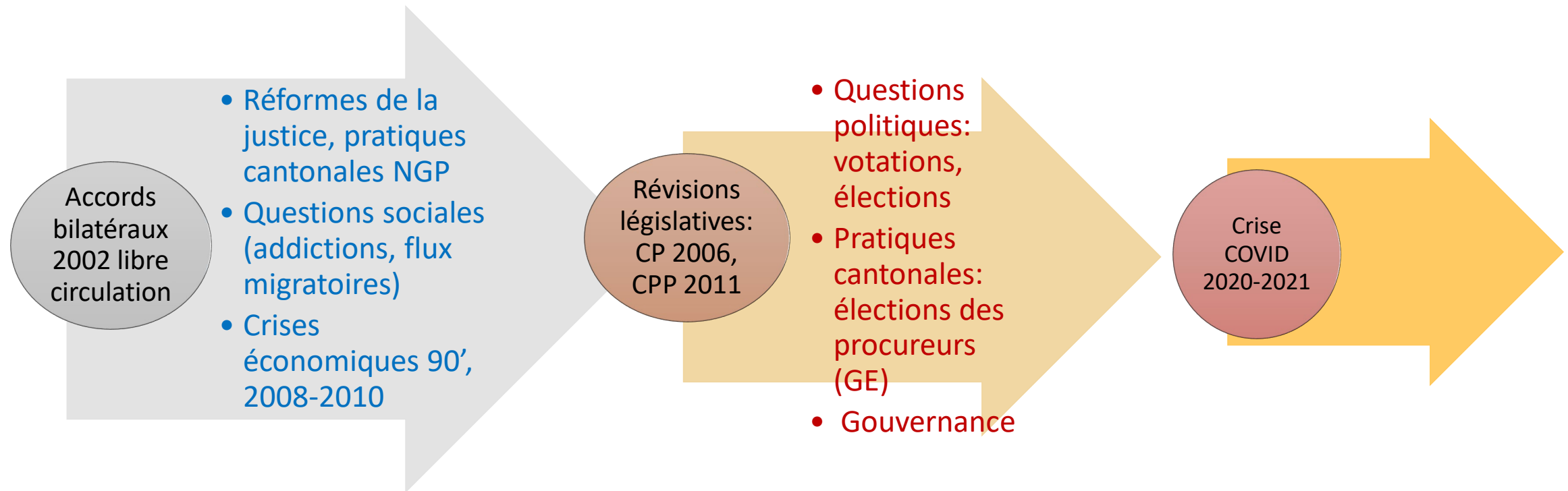
Chiffre global comprenant RH, équipement, bâtiments et les investissements

Indicateurs

- dépenses en 1000 CHF
- dépenses par habitant résident (CHF)
- répartition des dépenses (% du total)

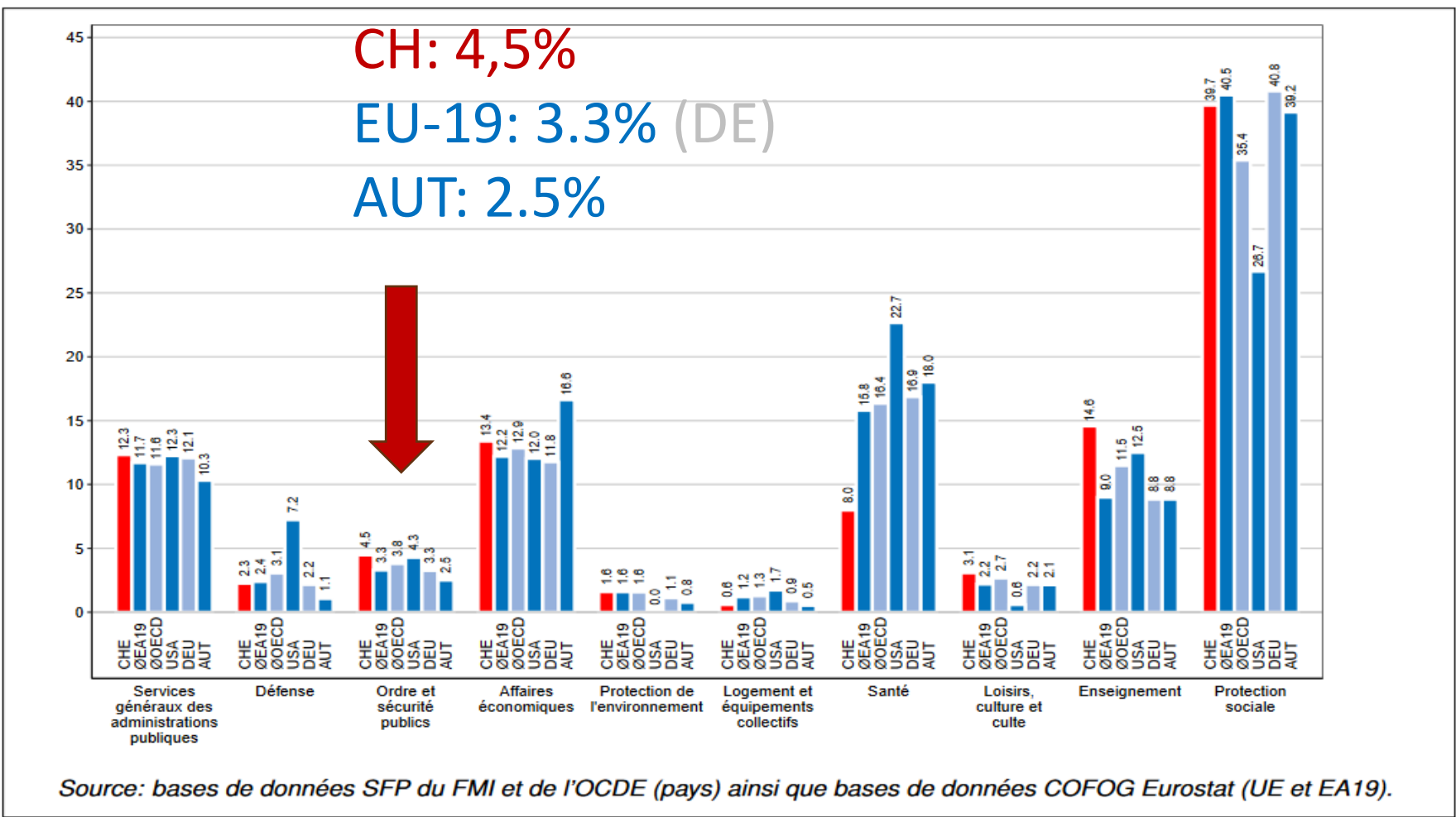
Facteurs impactant le système judiciaire:

changements de lois, pratiques cantonales & autres facteurs socio-économiques...



3. Quelques résultats en comparaison internationale

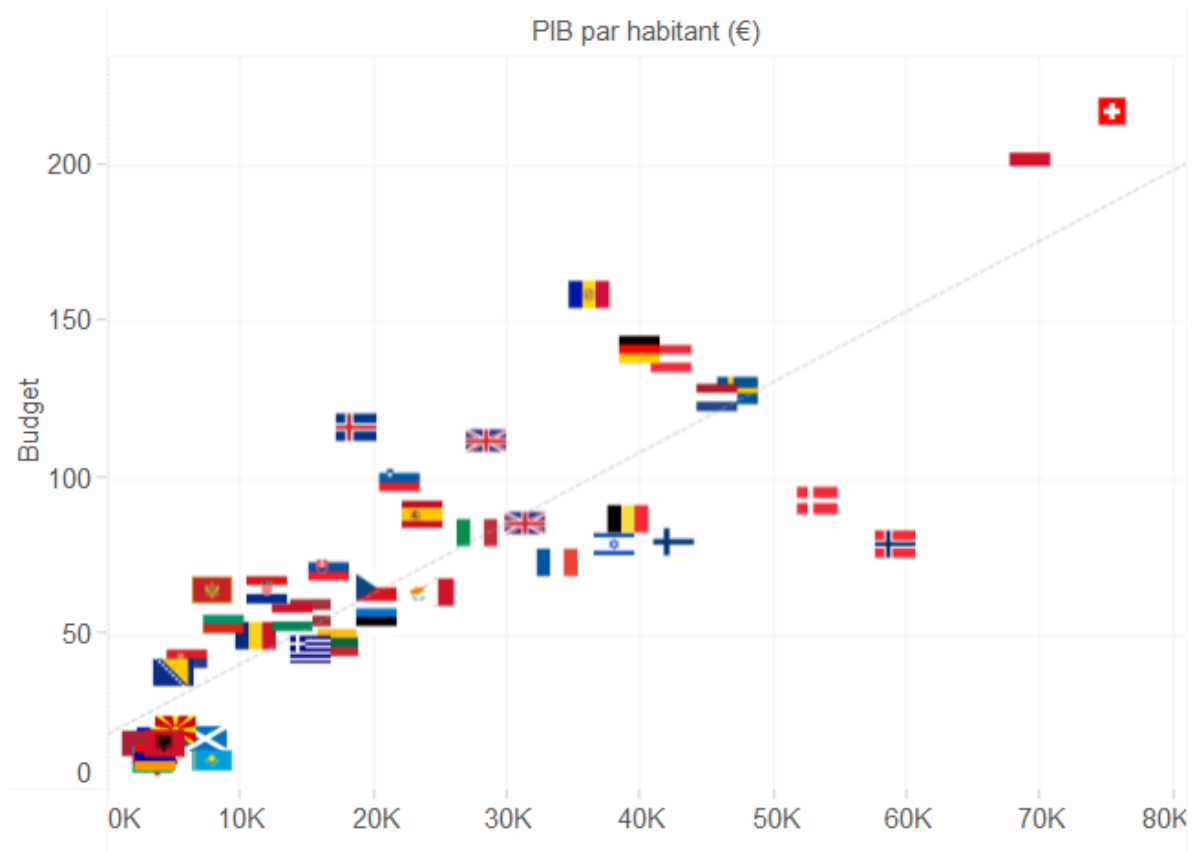
Figure 11: Dépenses de l'État par fonction (COFOG) en 2021 (en % des dépenses totales)



Comparaisons internationales I: Suisse au-dessus de la moyenne

Budget alloué à la justice 2020 (CEPEJ-STAT)

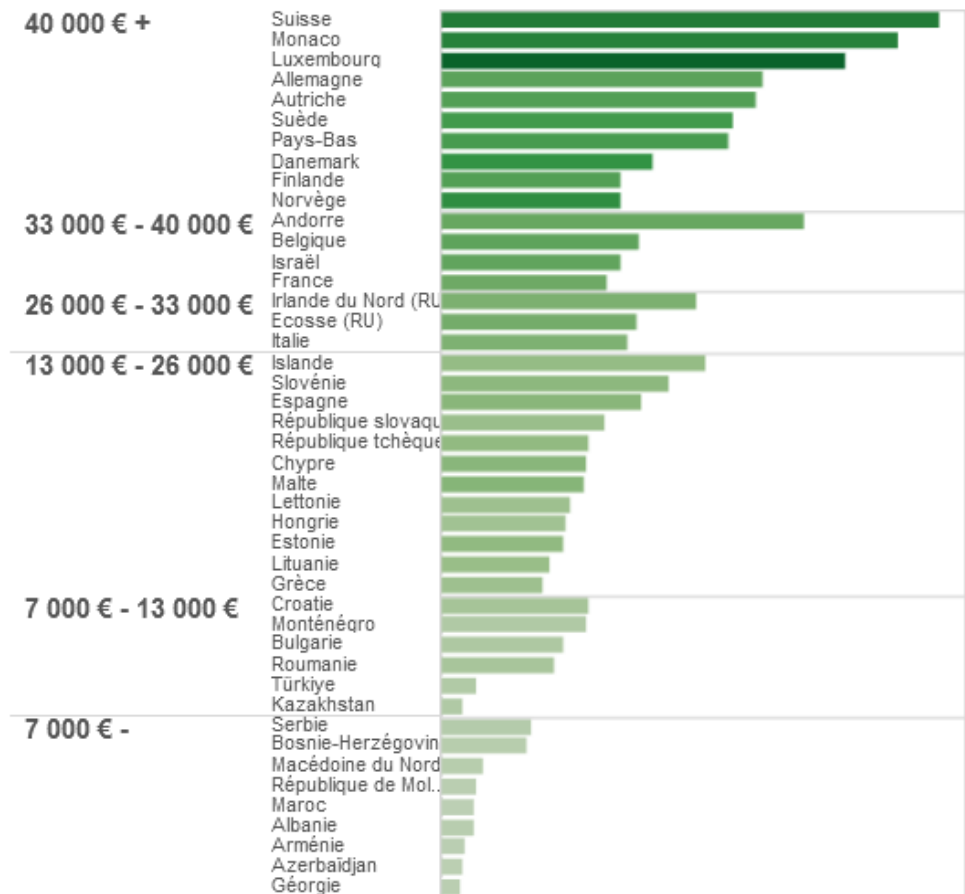
Relation entre le PIB et le budget exécuté



Pour zoomer, veuillez réduire l'échelle du PIB par habitant (€) avec la règle ci-dessous



Budget alloué au système judiciaire par groupe d'Etats/entités



3. Quelques résultats pour la Suisse

Dépenses cantons et communes selon la fonction 1990 - 2020

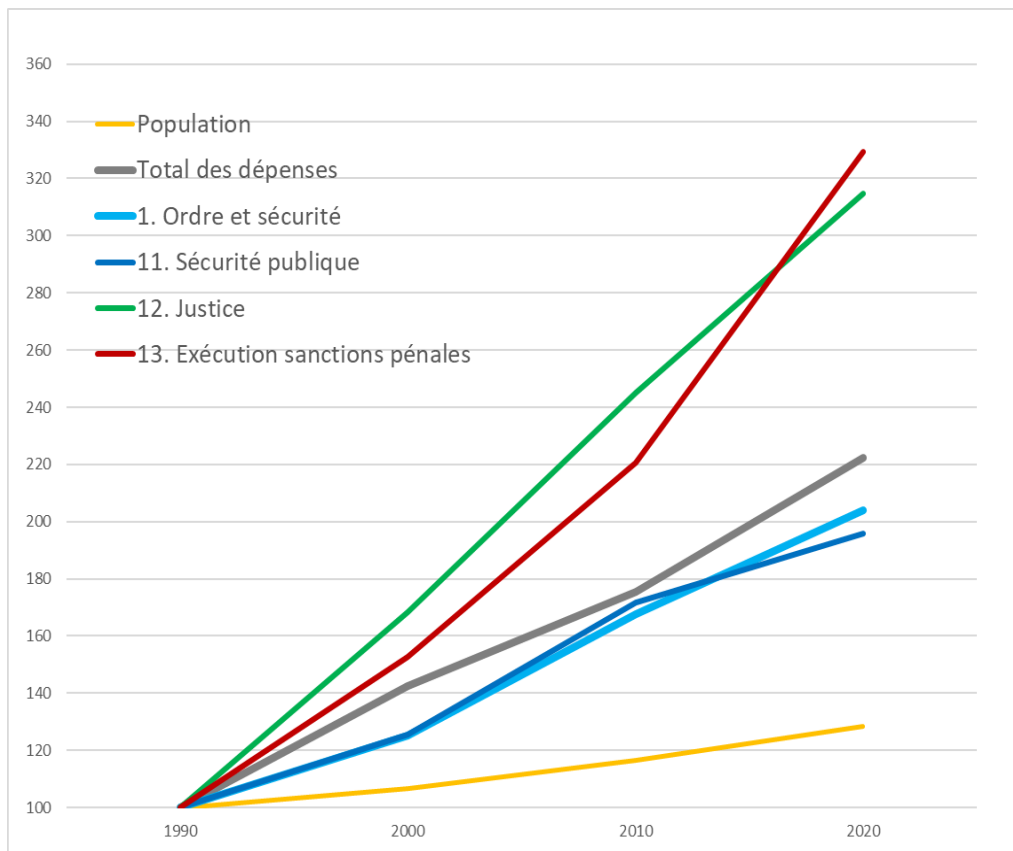
	1990	2000	2010	2020	Delta 1990-2020
Population résidente	6 750 697	7 204 058	7 870 136	8 670 295	1.28
Total dépenses	63 527 506	90 603 767	111 565 703	141 338 528	2.22
1. Ordre & sécurité	5 561 055	6 963 421	9 318 803	11 340 711	2.04
11. Sécurité	2 270 037	2 845 606	3 899 839	4 445 468	1.96
12. Justice	640 324	1 077 918	1 568 953	2 014 724	3.15
13. Sanctions pénales	430 655	658 003	950 235	1 417 926	3.29

	1990	2000	2010	2020
Total dépenses	100%	100%	100%	100%
1. Ordre & sécurité	8.8%	7.7%	8.4%	8.0%
11. Sécurité	3.6%	3.1%	3.5%	3.1%
12. Justice	1.0%	1.2%	1.4%	1.4%
13. Sanctions pénales	0.7%	0.7%	0.9%	1.0%

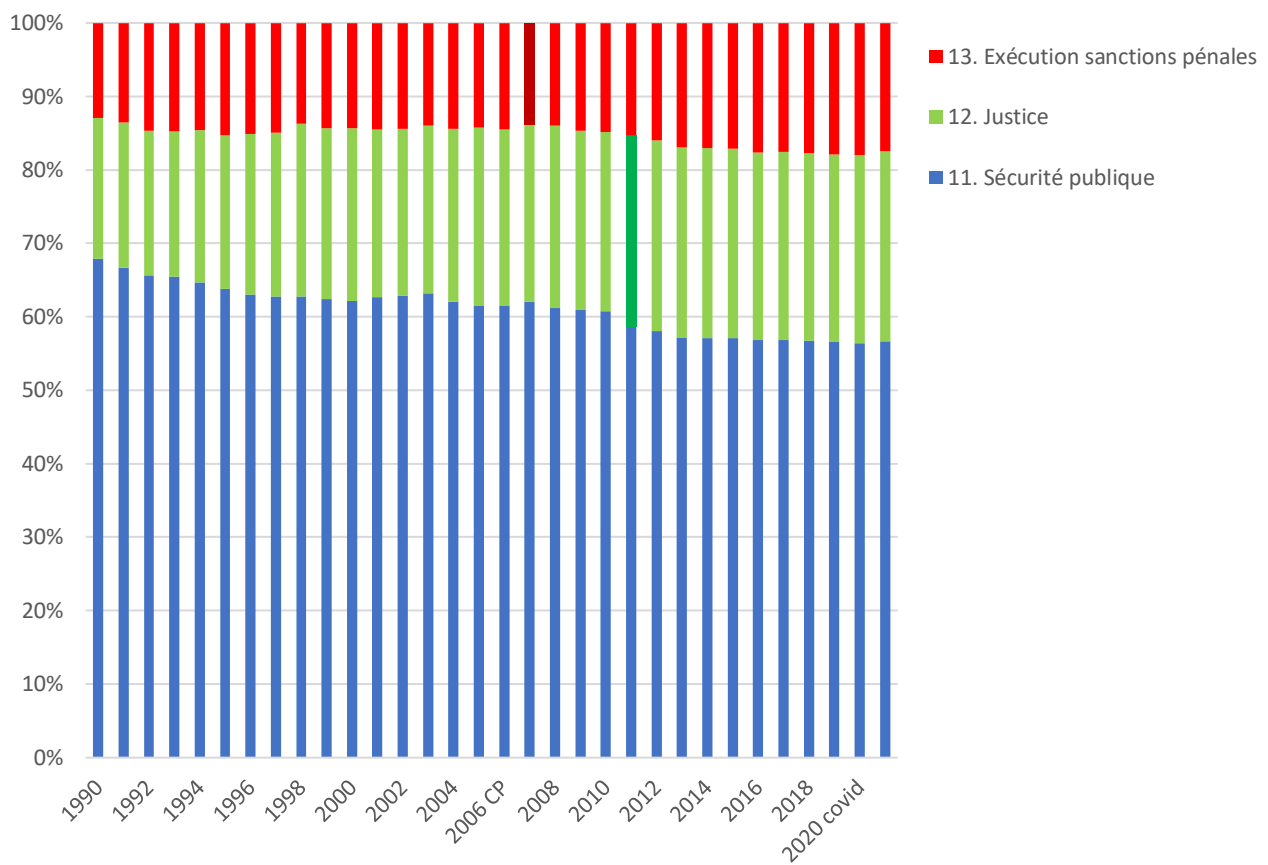
	1990	2020
1. Ordre et sécurité publique, défense	100%	100%
11. Sécurité publique	41%	39%
12. Justice	12%	18%
13. Exécution des peines	7%	12%
14. Questions juridiques	17%	20%
15. Service du feu	7%	7%
16. Défense	16%	4%
18. R-D ordre et sécurité publique, défense	0%	0%

Dépenses publiques par fonction 1990 – 2020

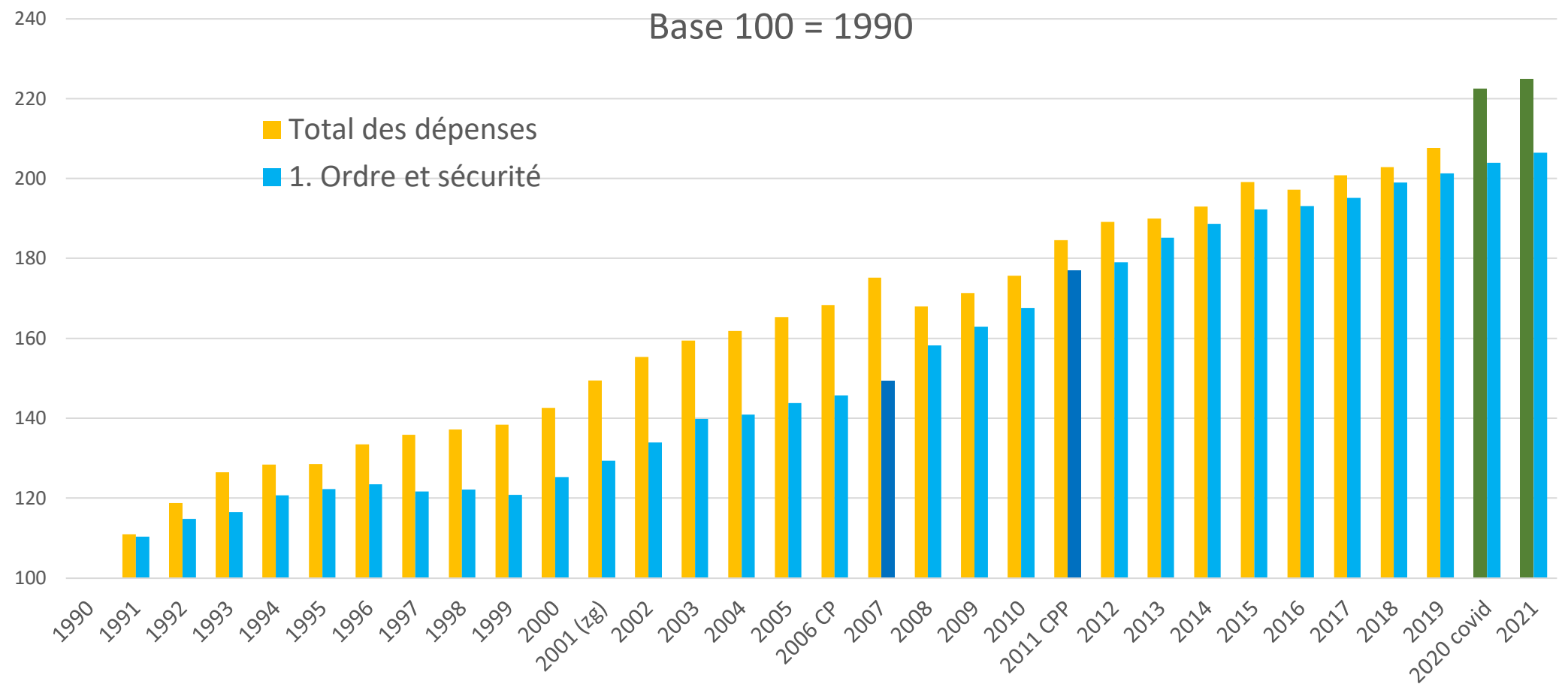
1990 = 100



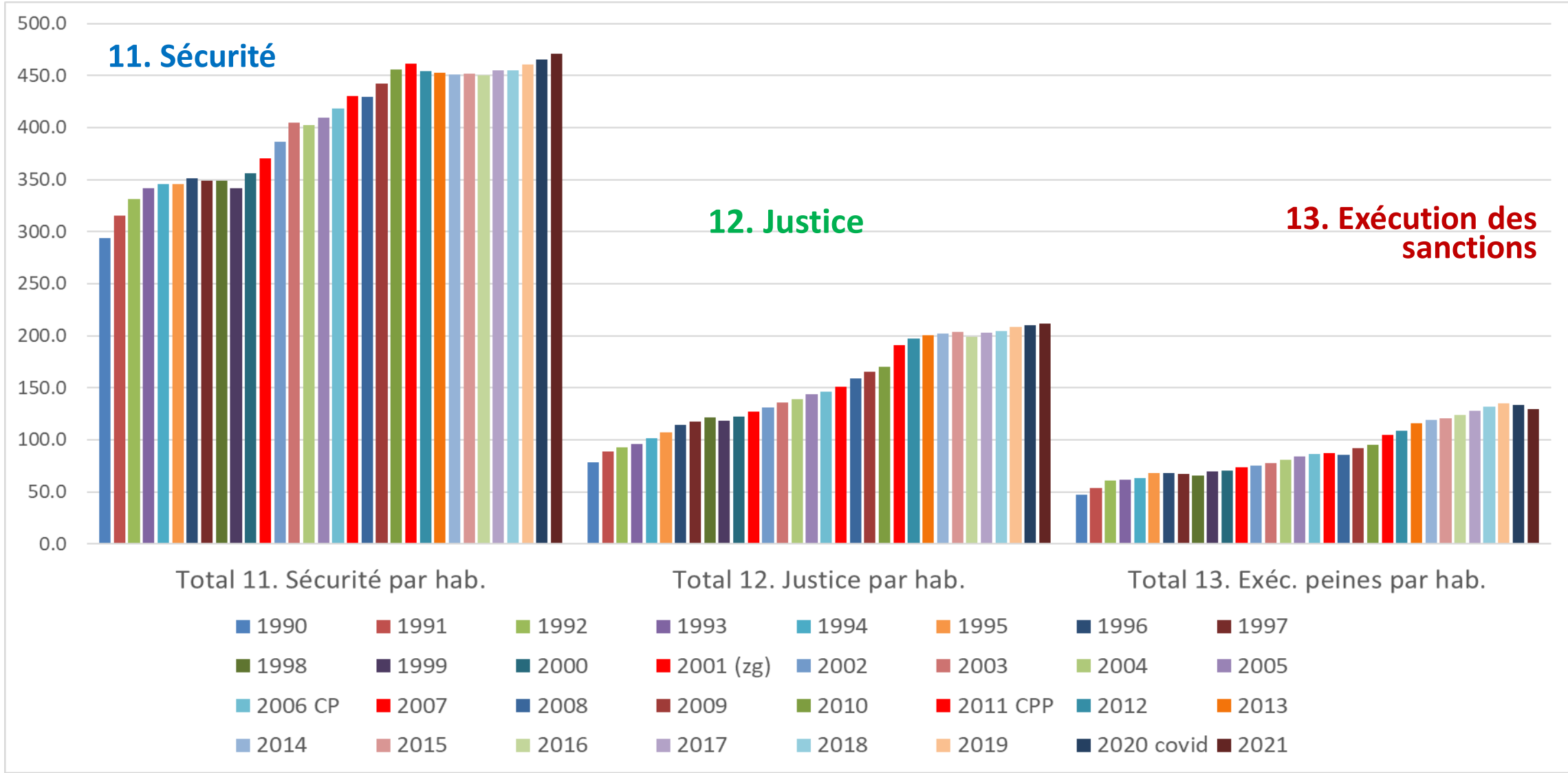
Pour cent



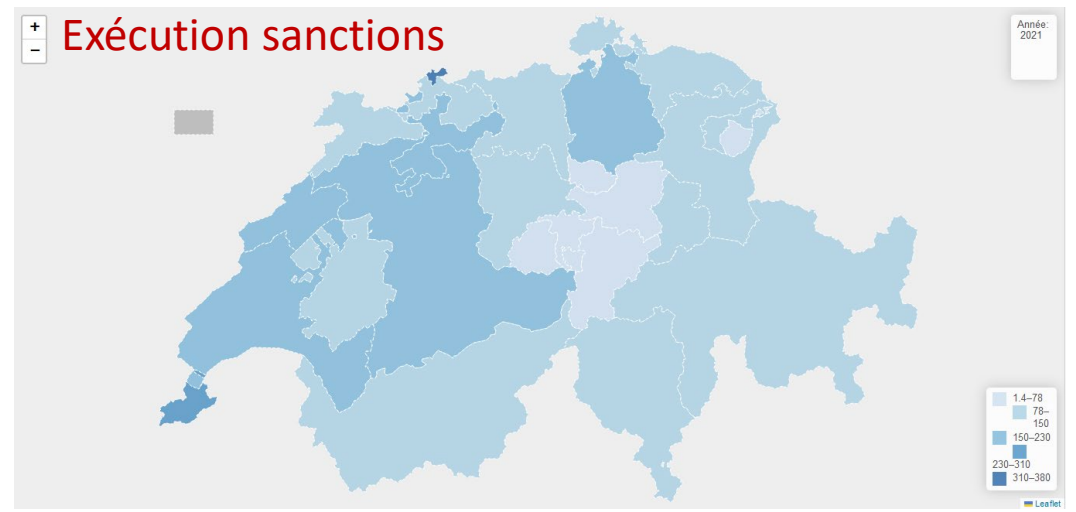
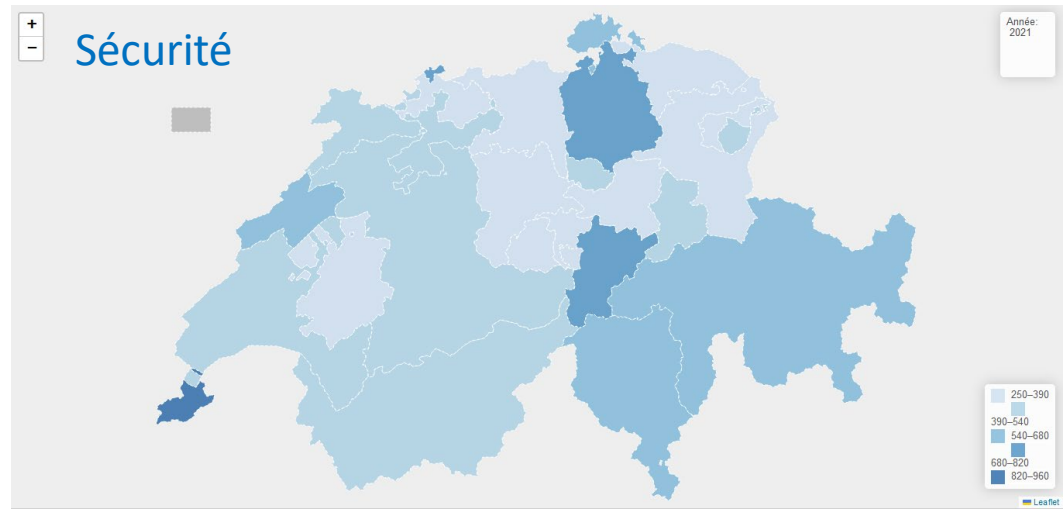
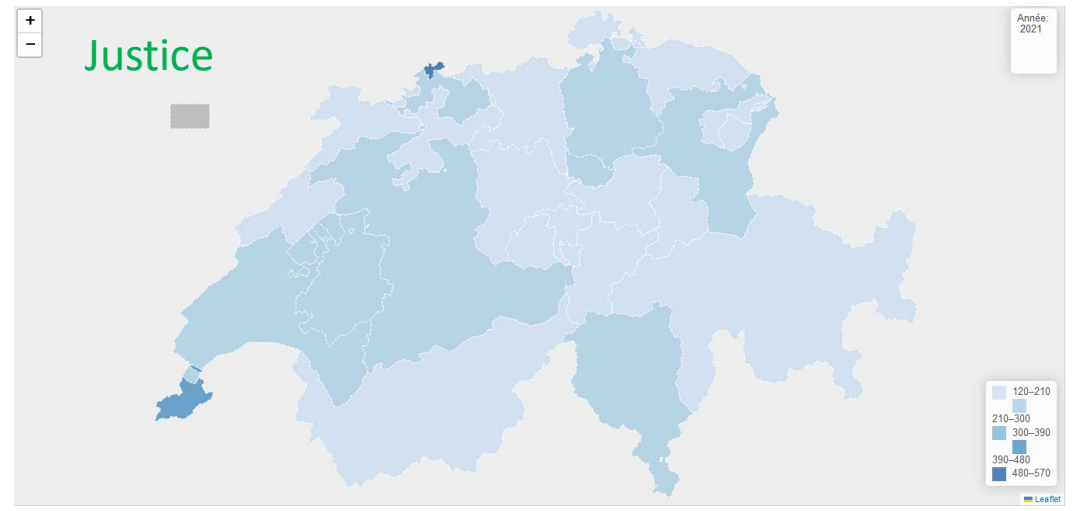
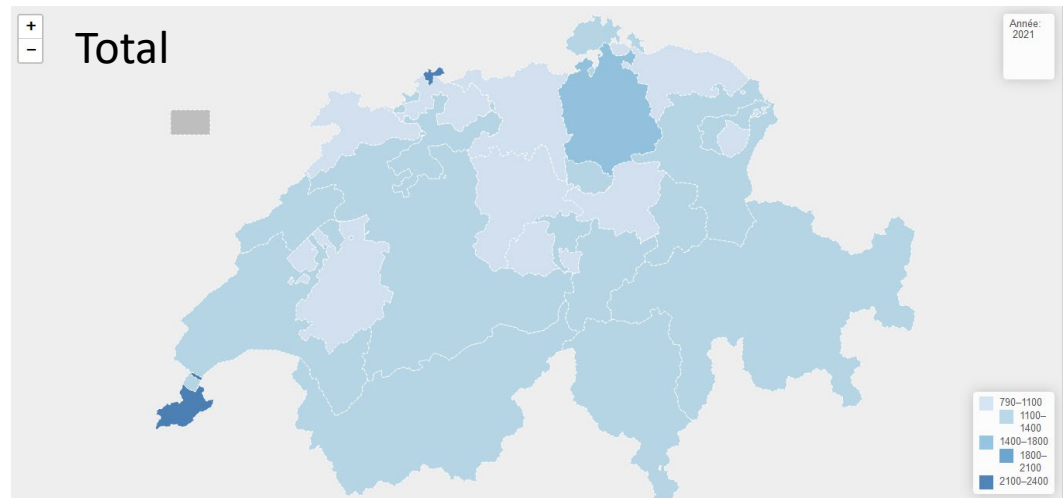
Evolution des dépenses «Ordre & sécurité» et total 1990-2021



Dépenses par habitant 1990-2021

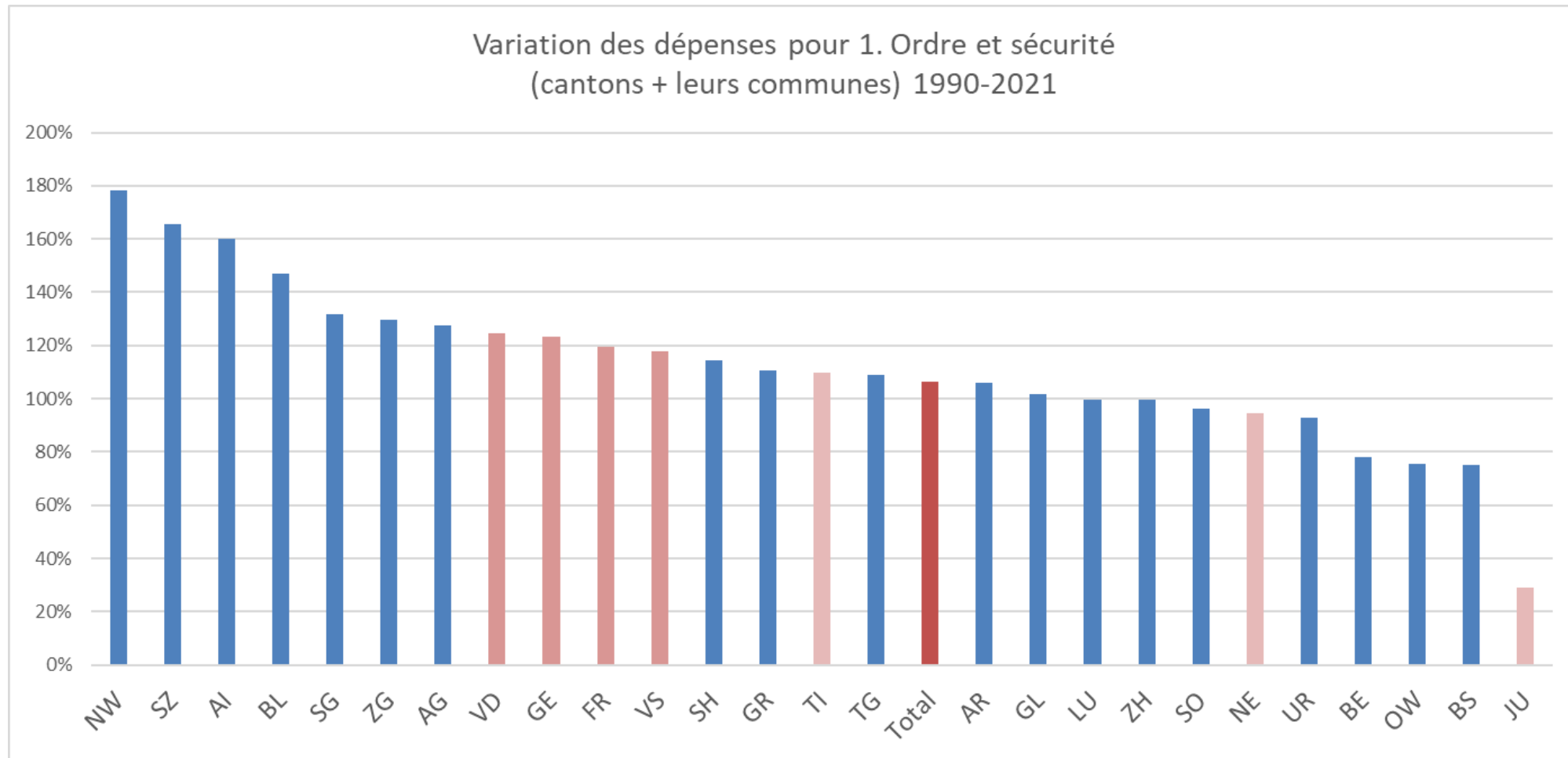


3. Dépenses des cantons par fonction et par habitant 2021



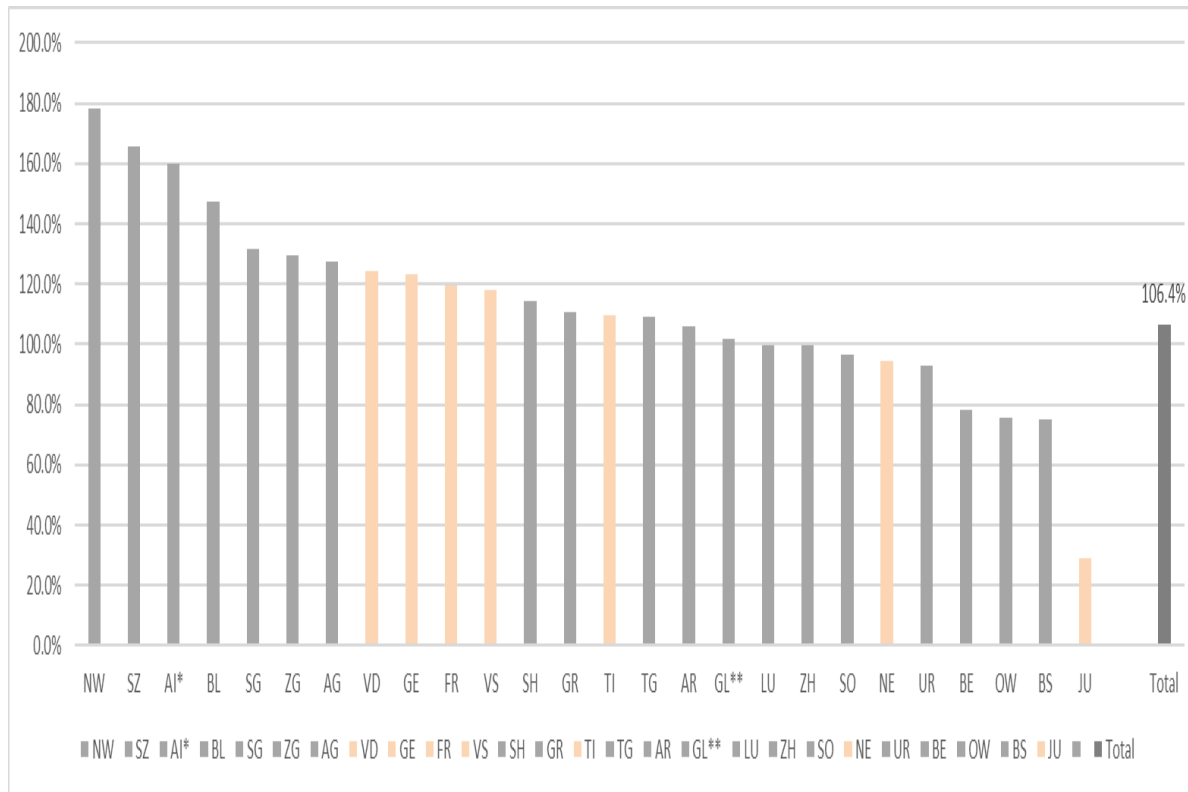
Variation des dépenses 1990 et 2021 (%)

1. Ordre & sécurité

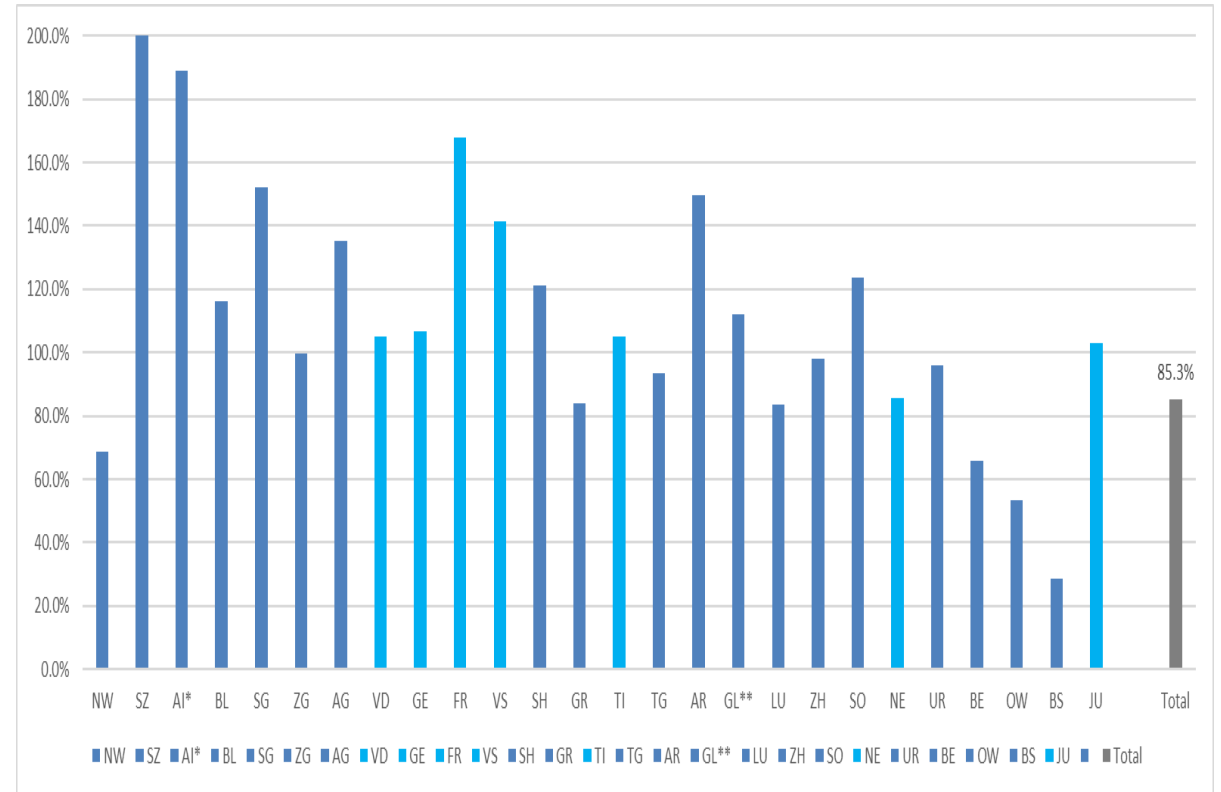


Variation des dépenses par fonction (canton + leurs communes) 2021 / 1990 en pourcent (classement ordre décroissant 1.)

1. Ordre et sécurité

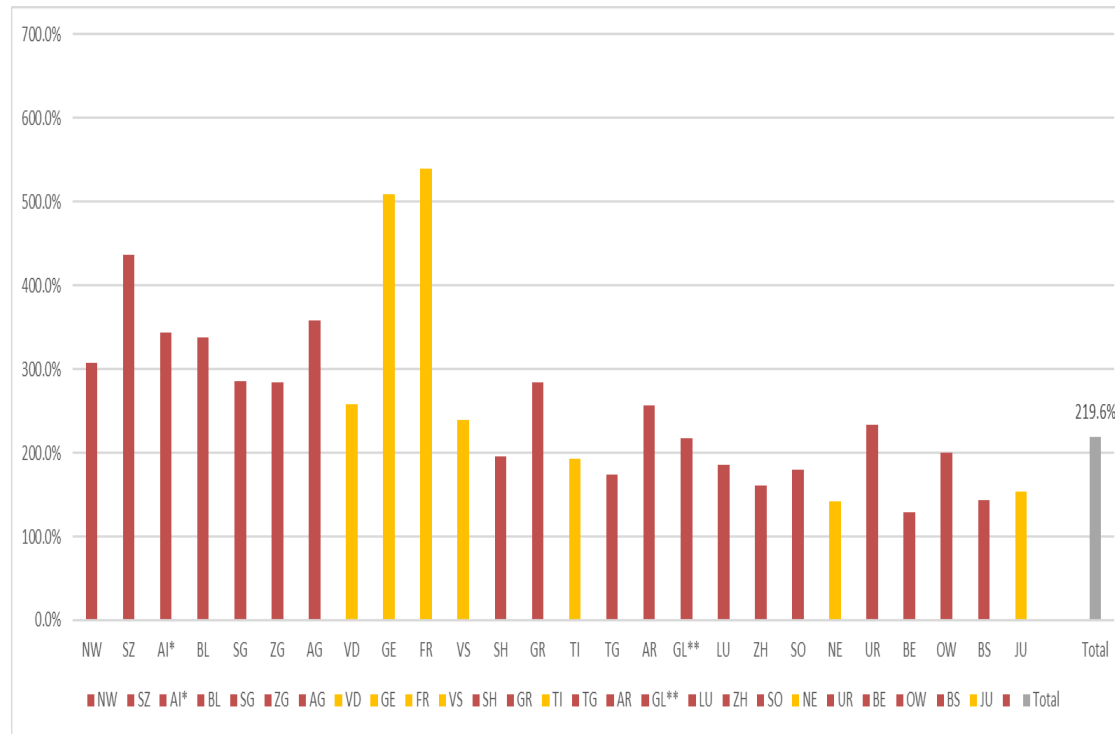


11. Sécurité

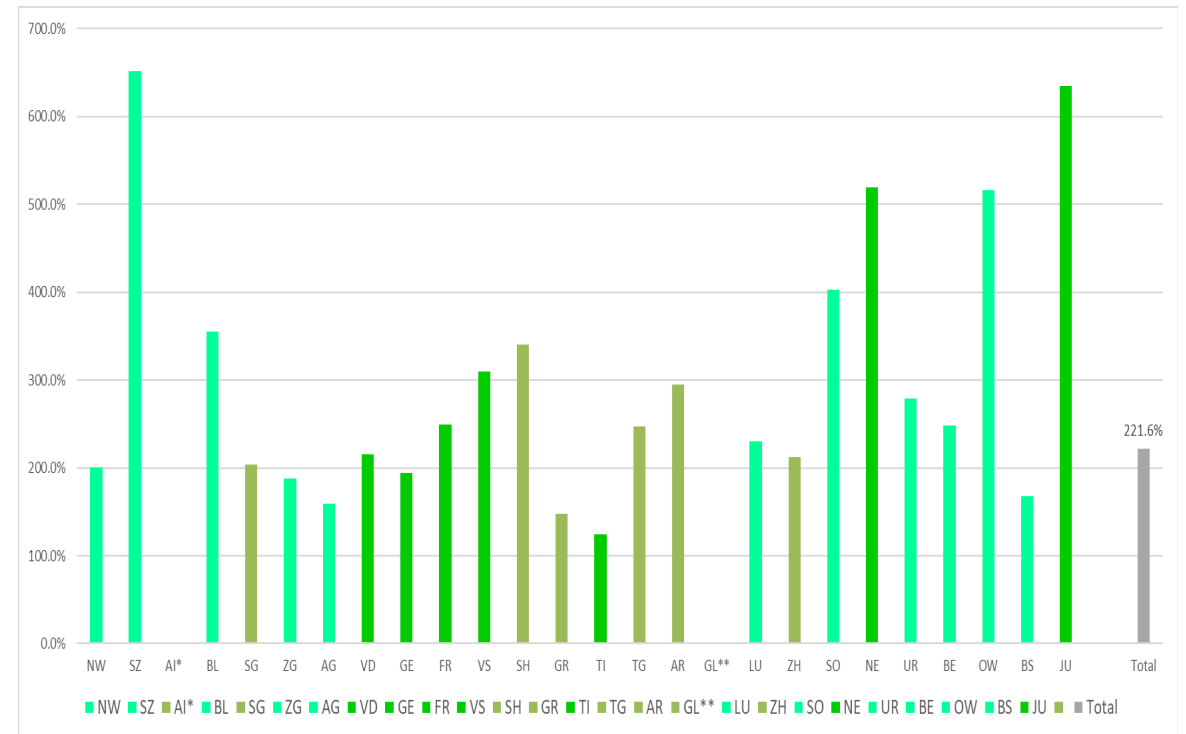


Variation des dépenses par fonction 1990 – 2021, en pour cent

12. Justice



13. Exécution des sanctions pénales



TREND 1990 – 2021 (international + CH)

- **Part des dépenses** pour l'ordre et la sécurité **par rapport au PIB** (défense exclue) relativement stable en Suisse depuis 1990 et dans la moyenne européenne: **3-5%** (4.5%).
- **Part des dépenses pour l'ordre et la sécurité / total** stable entre **7-9%** (U-Kurve): **augmentation de la part de la justice** (28%), **respectivement de l'exécution des sanctions pénales** (18% par rapport au total 1).
- **Hausse significative des dépenses par habitant** (de CHF 751.- à 1243.-) tant pour la sécurité (**S*2**) (de CHF 294.- à 471.-), la justice (**J*3**) (de CHF 79.- à 212.-) que pour l'exécution des sanctions pénales (**E*3**) (de 47.- à 130.-).
- **Accélération des dépenses** pour la sécurité dès 2002, p. la justice dès **2007 (CP)** et surtout depuis **2011 (CPP)** pour les MP de certains cantons et pour le MPC.

Conclusion (CH) et discussion

- **Dépenses élevées pour la justice et la sécurité en Suisse**, avec hauts salaires: **justice indépendante et jouissant d'une bonne réputation** (CEPEJ).
- **Fortes différences des pratiques cantonales**: **dépenses plus élevées pour les cantons frontières** (BS, GE, GR, NE, SH, TI, ZH) et UR en particulier pour la sécurité; effet de **rattrapage pour certains petits cantons** (AI, BL, NW, SZ).
- **Fédéralisme & décentralisation** (canton, régions (BE), districts AG, ZH): générateurs de **coûts supplémentaires?**
- **Par fonction**: **sécurité vient en premier, loin devant la Justice et les sanctions pénales**; effet de rattrapage important de ces deux dernières fonctions, dans une majorité des cantons; spécialisations cantonales?
- **Part des recettes** à investiguer, en lien avec les dépenses.
En ce qui concerne la Justice en Suisse, on estime le recouvrement à environ à 10% des coûts (97% AUT)